d'hygiène, de tuberculose et de santé publique, que nous avons établi un département des affaires municipales, que nous sommes venus au secours des villages et des petites villes qui désiraient se pourvoir d'appareils pour combattre les incendies et que sais-je encore ?

Mais tout cela, c'est le passé, et le temps est maintenant venu de considérer les problèmes de l'heure présente et d'interroger l'avenir.

LA SITUATION ACTUELLE

On l'a déjà dit : il ne suffit pas d'avoir gagné la guerre, il faut maintenant gagner la paix. Cette phrase, toute paradoxale qu'elle puisse paraître, n'en contient pas moins une importante vérité. Elle signifie que l'heure de la collaboration militaire est finie et que, au contraire, l'heure de la concurrence économique va bientôt commencer. Dans la période de reconstruction que nous traversons actuellement, chaque pays va s'efforcer de panser ses plaies le plus vite possible, de s'adapter sans retard aux conditions nouvelles et de se mettre plus vite que ses voisins au travail fécond de la paix. Malheur à ceux qui se laisseront distancer par des concurrents plus habiles ou plus expéditifs qu'eux !

Notre province a le devoir de maintenir son rang dans la Confédération canadienne. Non seulement il ne faut pas qu'elle soit devancée par les provinces-sœurs, mais il importe qu'elle prenne elle-même les devants à tous les points de vue de l'activité économique.

Pour atteindre ce but, il faut que les pouvoirs publics, en collaboration avec toute la population, trouvent d'abord une solution aux problèmes qui se posent chez nous et qui sont un obstacle à une production plus abondante de nos richesses naturelles. Parmi ces problèmes, il en est un qui est particulièrement important et qui réclame une attention immédiate. Ce problème, né de l'industrialisme, a grandi avec les progrès de l'industrie. La guerre, enfin, l'a rendu plus aigu, en dépeuplant les campagnes tant au profit de l'armée